

PRÉVENTION ET ATTÉNUATION DES ATROCITÉS DE MASSE DANS LES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST DU CAMEROUN

IDENTIFICATION D'OPTIONS STRATÉGIQUES

DOCUMENT D'ORIENTATION MAI 2023



UNITED STATES
HOLOCAUST
MEMORIAL
MUSEUM

SIMON-SKJODT CENTER
FOR THE PREVENTION OF GENOCIDE

LE UNITED STATES HOLOCAUST MEMORIAL MUSEUM

enseigne que l'Holocauste aurait pu être évité et que les particuliers et les gouvernements peuvent sauver des vies en prêtant attention aux signes d'alarme et en intervenant tôt. Avec ces connaissances, le **Simon-Skjoldt Center for the Prevention of Genocide** s'efforce de faire pour les victimes du génocide aujourd'hui ce que le monde n'a pas fait pour les juifs d'Europe dans les années 30 et 40. Le mandat de Simon-Skjoldt Center consiste à réveiller la conscience nationale des États-Unis, à influencer les décideurs politiques et à stimuler une mobilisation mondiale afin de prévenir et s'efforcer de stopper les actes de génocide ou les crimes contre l'humanité connexes, ainsi que pour faire progresser la justice et la responsabilisation. Pour en savoir plus, rendez-vous sur ushmm.org/genocide-prevention.

COUVERTURE: Mile 16, Buea, La Région du Sud-Ouest du Cameroun. Le 11 mai 2019: Le 11 mai 2019, une mère et son enfant passent devant une voiture détruite dans une petite ville sur l'autoroute principale près de Buea dans la Région du Sud-Ouest du Cameroun. Ces villes furent attaquées par l'armée puisque des militants ou manifestants armés présumés étaient connus pour y vivre. C'est un des nombreux secteurs résidentiels qui sont maintenant vides, parce que les résidents ont fui vers la principale ville de Buea ou dans les forêts tropicales profondes. En 2017, les séparatistes des territoires anglophones du Cameroun ont déclaré un État indépendant d'Ambazonie, une région connue autrefois sous le nom de Cameroun méridional, et ont pris les armes contre le gouvernement camerounais. La violence a obligé des centaines de milliers de personnes à quitter leurs maisons et, selon l'ONU, a laissé plus d'un million de personnes en besoin d'aide humanitaire. *Giles Clarke/UNOCHA via Getty Images*

TABLE DES MATIERES

Synthèse.....	1
CONTEXTE.....	2
ATROCITÉS ET VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE.....	3
LA DYNAMIQUE ACTUELLE.....	3
RÉPONSES INTERNATIONALES PRÉCÉDENTES	4
États-Unis	4
Efforts de médiation	4
Organisations régionales.....	5
LES NATIONS UNIES	5
Intérêts et perspectives des États-Unis.....	5
OBSTACLES AUX MESURES POLITIQUES EFFICACES RELATIVES À L'ATTÉNUATION DES ATROCITÉS DE MASSE	6
OPTIONS STRATÉGIQUES.....	7
Pour le gouvernement camerounais:	7
Pour les groupes séparatistes armés au Cameroun:	8
Pour les gouvernements étrangers et les organisations multilatérales:	8
Pour le gouvernement des États-Unis:	9
Notes de fin	11

Le Simon-Skjodt Center met l'accent sur des situations comportant un risque avéré ou perçu de génocide ou d'autres crimes contre l'humanité. Le Centre s'occupe essentiellement des atrocités de masse à grande échelle, ciblées sur un groupe, basées sur l'identité. Les atrocités de masse sont des attaques systématiques, à grande échelle, contre la population civile.

En réponse aux préoccupations croissantes au sujet des risques d'atrocités de masse liés à la crise anglophone du Cameroun et à la nécessité de stimuler des réponses de prévention créatives,¹ le Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide du United States Holocaust Memorial Museum a sollicité des avis d'experts sur les options stratégiques visant la prévention et l'atténuation des atrocités de masse dans la région anglophone du Cameroun. L'exposé suivant s'appuie sur les conclusions et les recommandations formulées par ces experts.

SYNTHESE

- Depuis 2014, le Cameroun s'est rapproché ou fait partie de la catégorie à haut risque (les 30 premiers pays) de l'Évaluation des risques statistiques menée par Early Warning Project pour les pays courant un risque d'extermination massive.²
- Cet exposé met l'accent sur les conflits armés et l'instabilité dans les Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun, où les vieux griefs ont fait place aux conflits entre les séparatistes anglophones armés et les forces de sécurité gouvernementales.³
- Cette crise a entraîné le meurtre de plus de 6 000 personnes et le déplacement interne de plus de 600 000 personnes.⁴
- Parmi les principaux obstacles au règlement de la crise anglophone figurent l'engagement du gouvernement camerounais envers la victoire militaire, l'éclatement des groupes séparatistes et le manque d'attention et d'engagement préventif de la communauté internationale.
- La crise exige une initiative américaine et internationale redynamisée pour faire cesser les atrocités et amener les parties au conflit à parvenir à une solution pacifique.



La carte du Cameroun. *US Holocaust Memorial Museum*

CONTEXTE

La situation reste critique dans les Régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun depuis le premier avertissement du Simon-Skjoldt Center sur le risque immédiat d'atrocités de masse contre les civils en juin 2020.⁵ La crise a éclaté des décennies de griefs des citoyens anglophones,⁶ qui représentent 20% de la population dans un pays majoritairement francophone.⁷ Au cours des dernières décennies, le gouvernement camerounais a adopté des politiques qui marginalisent économiquement et politiquement la région anglophone, malgré les demandes de réforme.⁸

En octobre 2016, les enseignants et les avocats anglophones ont protesté contre l'imposition d'enseignants francophones dans les écoles anglophones et contre la « francisation » du système de common law anglophone.⁹ Les forces de sécurité ont répondu avec violence aux manifestations croissantes, ce qui a alimenté le nationalisme anglophone et a déclenché des affrontements entre les deux camps. En 2017, les séparatistes armés anglophones ont déclenché la lutte pour l'indépendance du territoire qu'ils appellent le Cameroun méridional ou l'Ambazonie.¹⁰ Le conflit violent essentiellement entre les séparatistes armés et les forces de sécurité de l'État se poursuit à ce jour.¹¹

ATROCITÉS ET VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE

Les forces de sécurité camerounaises ont continué à cibler des civils dans la région anglophone.¹² Les forces de sécurité ont été accusées d'homicides illégaux; de la destruction de biens; de l'arrestation, la détention et la torture arbitraire des civils; ainsi que de tirer sans discernement sur les foules.¹³ Selon le Armed Conflict Location & Event Data Project, les actes de violence politique commis par les séparatistes armés et les forces gouvernementales contre les civils ont augmenté depuis quelques mois.¹⁴

Les séparatistes anglophones armés ont continué à attaquer les enseignants, les étudiants et les écoles des régions anglophones—officiellement pour imposer un boycott de l'enseignement francophone public obligatoire—en privant d'accès à l'éducation environ 700 000 en décembre 2021.¹⁵ Les enfants et les enseignants qui ne respectent pas le boycott des séparatistes ont été enlevés, agressés et tués.¹⁶ À partir de la fin de 2022, seulement 46% des écoles de la région anglophone ont continué à fonctionner.¹⁷ Les attaques incessantes contre les établissements de santé et le personnel humanitaire ont limité l'acheminement de l'aide, en rendant inutilisables environ 30% des hôpitaux à partir de juin 2021.¹⁸ De plus, les séparatistes armés ont utilisé de plus en plus des engins explosifs artisanaux et, bien que les leaders séparatistes affirment que ces explosions ciblent les militaires, ils ont également tué et blessé gravement des civils.¹⁹

Des actes de violence sexuelle contre les femmes et les filles, commis tant par le gouvernement que par les forces séparatistes, sont largement répandus dans toute la région anglophone.²⁰

LA DYNAMIQUE ACTUELLE

La violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a fluctué au cours de ces dernières années, alors que les civils au Cameroun sont toujours confrontés à de graves risques. La situation s'est transformée dans une crise écrasante où les acteurs armés des deux côtés sont peu portés à tourner vers la paix et où les puissances mondiales ont fait des efforts insuffisants, et jusqu'à présent infructueux, pour mettre fin à la violence.²¹

On dispose de peu d'informations sur la taille et la composition du mouvement séparatiste anglophone.²² Certains groupes séparatistes ont uni leurs forces, mais les alliances réalisées entre les groupes armés semblent faibles, et les désaccords entre les leaders ont conduit à des situations fréquentes d'éclatement et de division à l'intérieur des groupes politiques.

Le conflit s'est étendu également au-delà des frontières nationales. En avril 2021, un groupe séparatiste camerounais, le Ambazonia Governing Council, et le Indigenous People of Biafra, un groupe sécessionniste du Nigeria, ont annoncé un partenariat.²³ Au début du conflit, les camerounais anglophones avaient pu vivre au Nigeria dans une sécurité relative, à l'exception d'une extradition des leaders séparatistes vers le Cameroun, facilitée par le gouvernement nigérien en 2018.²⁴ Plus récemment, les gouvernements nigérien et camerounais sont censés coordonner des opérations contre les groupes séparatistes, tout en augmentant le sentiment de peur

parmi les réfugiés du Cameroun vivant au Nigeria.²⁵ En outre, les attaques séparatistes dans les régions francophones du Cameroun ont continué au cours des derniers mois.²⁶

Les forces de sécurité gouvernementales auraient demandé l'aide du peul, un groupe ethnique pastoral, vivant dans et autour de Ngarbuh dans la région de Nord-Ouest du Cameroun, pour attaquer les combattants ambazoniens et les personnes perçues comme les appuyant.²⁷ Les survivants d'un massacre brutal qui a eu lieu à Ngarbuh en février 2020 ont signalé que les forces gouvernementales et le peul armé avaient commis l'agression.²⁸

L'âge avancé du président camerounais en fonction depuis plus de 40 ans, Paul Biya, représente également une menace imminente de déstabilisation.²⁹ Bien qu'une transition vers un nouveau leadership puisse améliorer la situation sécuritaire, elle pourrait également constituer une source d'incertitude et de déstabilisation à travers le pays. En suscitant d'autres inquiétudes, les experts ont communiqué qu'il existe plusieurs groupes dans les sphères proches de Biya rivalisant pour le pouvoir et ayant des ressources pour financer une guerre civile, si cela sert leurs objectifs financiers et politiques. L'éventuelle escalade de la violence qui pourrait découler de l'invalidité ou du décès de Biya devrait nécessiter un plan immédiat pour la prévention des atrocités.³⁰

RÉPONSES INTERNATIONALES PRÉCÉDENTES

Des réponses internationales coordonnées, durables et adaptées nécessaires pour réagir avec efficacité aux risques d'atrocités et aux actes criminels en cours au Cameroun font regrettamment défaut à présent. Cette section résume les éléments clés de la réponse internationale à la crise jusqu'à ce jour.

États-Unis

En réponse aux rapports faisant état de graves violations des droits de la personne, en février 2019, le Département d'État a affecté au Cameroun environ 17 millions de dollars américains comme assistance en matière de sécurité.³¹ Mais les États-Unis ont continué à fournir au gouvernement camerounais certaines formes d'assistance en matière de sécurité.³² Le gouvernement américain a mis fin aux avantages commerciaux préférentiels du Cameroun et a annoncé une politique visant à imposer des restrictions en matière de visa pour les personnes soupçonnées d'avoir sapé les efforts déployés pour mettre fin à la crise.³³ Le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis ont adopté des résolutions visant à prendre des mesures pour mettre fin à la violence et pour faire respecter les droits de la personne.³⁴ Au cours du Sommet des dirigeants États-Unis - Afrique du décembre 2022, la Vice-secrétaire d'État Wendy Sherman a rencontré le ministre des affaires étrangères camerounais Lejeune Mbella Mbella et « ils auraient discuté des moyens de trouver des solutions durables et pacifiques » à la crise anglophone ainsi que de la nécessité de répondre aux préoccupations plus générales en matière de protection des droits de la personne au Cameroun.³⁵

Efforts de médiation

La tentative la plus directe de régler ce conflit a été effectuée par le biais d'un processus de médiation de haut niveau mené par le gouvernement suisse et le Centre pour le dialogue humanitaire. En septembre 2022, le gouvernement camerounais a mis fin aux pourparlers commencés par le gouvernement suisse en 2019 et le processus est resté au point mort.³⁶ Le 20 janvier 2023, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il faciliterait

un processus de paix négocié et accepté par le gouvernement camerounais et cinq importants groupes séparatistes.³⁷ Bien que de nouvelles négociations puissent représenter une promesse d'espoir, l'incertitude subsiste quant à la participation officielle du gouvernement camerounais au processus de médiation.³⁸

Organisations régionales

Les organisations régionales se sont déclarées préoccupées par la situation et ont réitéré leurs engagements en faveur de la paix, mais n'ont pas fait de progrès concrets pour prévenir les atrocités de masse. L'Union européenne a fait plusieurs déclarations condamnant la violence et encourageant une médiation pacifique du conflit, mais continue à commercer librement avec le Cameroun par le biais d'un Accord de partenariat économique qui est entré en vigueur en 2014.³⁹

En janvier 2017, l'ancien président de la Commission de l'union africaine, Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, a fait une déclaration dans laquelle il exprimait sa préoccupation concernant la situation.⁴⁰ Le président actuel, Moussa Faki Mahamat, a visité le Cameroun en juillet 2018 et a discuté de la situation dans les régions du Nord-ouest et du Sud-Ouest avec le président Biya et, en juillet 2019, il a publiquement soutenu les efforts de dialogue.⁴¹ L'Assemblée de l'Union africaine a lancé des appels au dialogue et, en 2022, a réitéré un appel à la cessation des hostilités.⁴² La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a diffusé des communiqués de presse et des résolutions sur les violations des droits de la personne au Cameroun et a demandé l'autorisation de visiter le pays pour évaluer la situation,⁴³ mais le gouvernement camerounais n'a pas accordé cette autorisation.⁴⁴

LES NATIONS UNIES

Des États membres de l'ONU, des fonctionnaires du secrétariat et des experts indépendants ont publié des déclarations et des rapports manifestant leurs inquiétudes.⁴⁵ En 2018, le Conseiller spécial de l'ONU pour la prévention des génocides a sollicité une enquête indépendante des violences commises par les deux parties pendant le conflit.⁴⁶ En mars 2019, pour le compte de 38 pays, le Royaume-Uni a présenté une déclaration au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies exprimant leur préoccupation au sujet de la crise anglophone.⁴⁷ Cette préoccupation a donné lieu à une réunion selon la formule Arria des membres du Conseil de sécurité au sujet de la crise humanitaire au Cameroun, le 13 mai 2019,⁴⁸ et à une visite du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, au Cameroun, en mai 2019, suivie par une mission technique du Cabinet du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), plus tard la même année.⁴⁹ Le 29 avril 2022, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale a publié des constatations sur le Cameroun en exprimant leur préoccupation au sujet de la violence généralisée et a exhorté le Cameroun à privilégier la réconciliation nationale, la justice transitionnelle et les actions visant à faire respecter le principe de responsabilité.⁵⁰

Intérêts et perspectives des États-Unis

La Stratégie des États-Unis vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne d'août 2022 situe le Cameroun et la région comme un partenaire essentiel pour les intérêts de sécurité nationale des États-Unis.⁵¹ En outre, le gouvernement américain identifie le Cameroun comme ayant « un rôle clé dans la stabilité régionale ».⁵² Pourtant, le gouvernement américain a reconnu que le conflit armé en cours au Cameroun, à côté de plusieurs autres crises dans la région, a contribué à une « fragilité [qui] constitue un terrain propice pour l'expansion de

l'activité terroriste ». ⁵³ Le gouvernement américain maintient un partenariat avec le gouvernement camerounais pour lutter contre les menaces terroristes de la Province ouest africaine de l'Etat islamique et de Boko Haram. ⁵⁴

La Stratégie vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne souligne l'intérêt des États-Unis à travailler avec des partenaires aux vues similaires afin de renforcer les réponses aux crises politiques et sécuritaires en Afrique. ⁵⁵ Les mesures prises par les États-Unis pour prévenir les atrocités au Cameroun offrent la possibilité de renforcer ces liens et de communiquer avec le gouvernement camerounais afin de limiter le potentiel d'autres acteurs qui ne partagent pas les mêmes intérêts, comme la Chine et la Russie. ⁵⁶ Les efforts des États-Unis pour maintenir une relation avec le gouvernement actuel et les successeurs potentiels ne devraient pas limiter les efforts de faire cesser les atrocités et de trouver une solution pacifique au conflit.

Le Sommet des dirigeants États-Unis - Afrique du décembre 2022 a mis en évidence les « efforts continus » du gouvernement des États-Unis « pour renforcer les liens avec les partenaires africains, fondé sur des principes de respect mutuel et d'intérêts et valeurs communs », y compris la promotion de la paix, de la sécurité et des droits de la personne. ⁵⁷ La mise en œuvre des efforts engagés lors du Sommet offre au gouvernement américain la possibilité de concrétiser les engagements en matière de prévention des atrocités qu'ils ont mis sur papier. La Stratégie des États-Unis pour l'anticipation, la prévention et la réponse aux atrocités réitère les engagements des États-Unis à prévenir les atrocités et, tout comme dans le cas des stratégies régionales, elle devrait orienter les mesures des États-Unis vers la promotion de la paix et de la stabilité au Cameroun. ⁵⁸

OBSTACLES AUX MESURES POLITIQUES EFFICACES RELATIVES À L'ATTÉNUATION DES ATROCITÉS DE MASSE

Les espoirs pour une solution négociée efficace à la crise se sont estompés tant que le gouvernement demeure résolu à obtenir une victoire militaire, alors que les séparatistes ne veulent que l'indépendance. Les experts ont partagé avec le Simon-Skjodt Center plusieurs raisons pour lesquelles la crise continue depuis des années:

- **Le gouvernement camerounais ne s'est pas engagé sérieusement dans les négociations.** Les négociations sont largement reconnues comme constituant un aspect essentiel de la fin de la crise. Les personnes impliquées dans le processus mené par le gouvernement suisse et le Centre pour le dialogue humanitaire, qui vient de se terminer, ont déclaré que Biya ne s'est pas engagé sérieusement dans les négociations, en considérant la crise comme étant un problème camerounais, non un problème à résoudre par le biais des parties externes. De plus, le processus de médiation mené par le gouvernement suisse a été critiqué pour n'avoir inclus « qu'un nombre limité d'acteurs » impliqués dans le conflit. ⁵⁹ Bien qu'un nouvel effort modéré par le Canada puisse être prometteur, le gouvernement camerounais a rejeté l'initiative publiquement. ⁶⁰ Les experts ont exprimé leur frustration à l'égard de la réticence du gouvernement camerounais à s'engager de façon significative.
- **Le gouvernement camerounais a privilégié les solutions générées pendant le Grand Dialogue National instauré par le gouvernement en septembre et octobre 2019.** ⁶¹ Mais le Grand Dialogue National n'a pas inclus de « leaders de l'opposition et leaders séparatistes clés [qui sont] restés en prison »—et certains

leaders anglophones modérés n'ont pas participé.⁶² La plupart des experts estiment qu'il est peu probable que les résultats de ces discussions génèrent des solutions importantes.

- **Les groupes séparatistes sont scindés.** Sans une liste cohérente de demandes ou sans une coalition légitime des leaders anglophones pour négocier, il sera difficile de parvenir à la paix à travers des négociations. Étant donné que les groupes séparatistes armés sont profondément fracturés et manquent un leadership unifié et des demandes explicites, les médiateurs ont eu du mal à choisir les groupes séparatistes à inclure dans les négociations menées par le gouvernement suisse et à discerner si les groupes reflètent fidèlement des populations plus vastes.
- **Les gouvernements étrangers ont continué à soutenir le processus de médiation suisse et ont hésité à soutenir de nouvelles approches, malgré l'absence de tout progrès important de ces discussions.** Les défenseurs ont partagé leur frustration sur le fait qu'un engagement si fort au processus mené par le gouvernement suisse a entravé les efforts de créer des processus alternatifs avec une probabilité de réussite potentiellement plus grande.
- **Les gouvernements étrangers ne privilégient pas la crise anglophone.** Il est courant pour la crise anglophone d'être perçue à tort comme une violence communautaire de la part des décideurs politiques des pays étrangers. Pourtant, l'État est un acteur clé dans cette crise et, comme indiqué précédemment, des éléments de preuve provenant de multiples sources impliquent des acteurs étatiques dans les violations graves des droits de la personne. Les experts ont déclaré que les décideurs politiques responsables des affaires en Afrique Centrale voient le Cameroun comme une crise « à lente combustion », non comme une urgence. Le Cameroun est considéré par les étrangers comme étant relativement stable, même si les civils de la région anglophone continuent à souffrir. Avec d'autres crises mondiales exigeant une attention immédiate, les leaders étrangers n'ont pas privilégié la crise de la région anglophone. Cette approche a donné lieu à des réponses qui manquent l'urgence requise pour prévenir et atténuer les atrocités.
- **L'Union africaine—à côté des acteurs régionaux et internationaux—doit mettre de l'avant des réponses efficaces.** L'Union africaine n'a pas profité de son leadership et de sa puissance politique pour encourager la fin des atrocités et du conflit à travers la médiation.

OPTIONS STRATÉGIQUES

Les experts ont identifié plusieurs options d'actions qui pourraient contribuer à mettre fin aux atrocités de masse et à soutenir un règlement pacifique du conflit. Bien qu'il soit peu probable que tous les acteurs acceptent chaque option, les options doivent alimenter des discussions et débats sérieux au sein des gouvernements et entre les gouvernements et d'autres parties prenantes.

Pour le gouvernement camerounais:

- Cesser immédiatement de s'en prendre aux civils, respecter les droits de la personne et le droit humanitaire international et chercher une solution pacifique au conflit.
- Répondre aux griefs sous-jacents de la communauté anglophone:

- Participer complètement dans un processus de médiation crédible qui comprend les parties au conflit, la société civile et des représentants des communautés anglophones, avec une attention particulière à l'inclusion des femmes.⁶³
- Faire cesser les pratiques discriminatoires contre les anglophones et assurer une représentation appropriée dans l'infrastructure civile, notamment dans les contextes éducatifs et juridiques. Cela devrait également inclure la question de mettre fin à l'interdiction d'enseigner en anglais, de rendre les services publics accessibles en anglais et de déstigmatiser l'utilisation de la langue anglaise à des fins professionnelles.
- Mettre fin à la détention arbitraire des critiques du gouvernement et libérer les personnes injustement détenues pour avoir exercé leurs droits.⁶⁴
- Ouvrir des enquêtes convaincantes, soutenues par l'Union africaine et/ou les Nations Unies, sur les allégations relatives aux atrocités de masse. S'assurer que les responsables gouvernementaux et séparatistes sont tenus responsables en conformité avec la loi internationale.
- Protéger et soutenir les personnes déplacées par la crise.
- Augmenter les mesures de sécurité et améliorer l'accès des organisations humanitaires aux régions anglophones.
- Autoriser l'accès des journalistes et des organes de presse agissant au Cameroun et garantir leur sécurité.

Pour les groupes séparatistes armés au Cameroun:

- Cesser immédiatement de s'en prendre aux civils, notamment toutes attaques contre les étudiants et les enseignants, respecter les droits de la personne et le droit humanitaire international et chercher une solution pacifique au conflit.
- Développer et renforcer les relations existantes avec les organisations offrant des services de médiation pour faciliter des discussions entre les groupes séparatistes et de renforcer un agenda commun afin de favoriser la réussite de la médiation.
- Se concentrer sur la création d'une coalition entre les groupes séparatistes afin de désigner des représentants mutuellement convenus avec le pouvoir de représenter les groupes aux négociations.

Pour les gouvernements étrangers et les organisations multilatérales:

- Encourager et poursuivre des options créatives visant à redynamiser et renforcer une action de médiation indépendante menée par une partie tierce internationale, comme l'action actuelle menée par le Canada.
- Garantir le soutien et la coordination de la médiation à l'échelle internationale et impliquer des acteurs avec une influence sur les parties au conflit.⁶⁵
 - Étendre la participation d'acteurs multilatéraux par des groupes tels que d'autres gouvernements africains, des actions de médiation locales, comme la Coalition pour le dialogue et la négociation,⁶⁶ et des gouvernements internationaux, comme les États-Unis et la France, qui pourraient contribuer à générer une plus forte pression politique de sorte que Biya s'assume un rôle plus sérieux dans les négociations.⁶⁷
- Exercer une pression coordonnée sur les parties au conflit pour parvenir à un accord négocié.
 - Encourager les acteurs internationaux qui ont des liens économiques, politiques et/ou culturels avec le Cameroun à utiliser leurs relations pour soutenir la paix.

- Imposer des sanctions ciblées, notamment des restrictions en matière de voyages et visas, contre les auteurs d'actes de violence et les personnes qui provoquent des conflits. Ces sanctions doivent être (1) ciblées contre des personnes ayant une exposition internationale, y compris des liens financiers à l'étranger, (2) accompagnées par des ressources adéquates pour l'application des sanctions, (3) imposées en coordination ou avec l'aide des partenaires internationaux et (4) associées à une communication claire avec les personnes ciblées en ce qui concerne les actions qui pourraient déclencher la levée des sanctions.⁶⁸
- Mobiliser une plus grande attention sur la crise anglophone dans les instances internationales, comme la mise du Cameroun sur l'ordre du jour comme un sujet de discussion dans les instances pertinentes des Nations Unies, les négociations commerciales et les rencontres bilatérales et multilatérales avec des acteurs ayant une importante capacité à influencer la situation, comme les États-Unis et la France.
- Mettre en évidence les atrocités de masse continues et promouvoir la responsabilisation
 - Ajouter le Cameroun sur l'ordre du jour du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.
 - Faire preuve d'une attention soutenue de la part du conseiller spécial des Nations Unies pour la prévention du génocide, notamment une visite potentielle au Cameroun.
 - Lancer ou soutenir une enquête indépendante sur les violences commises par toutes les parties au Cameroun afin de faire progresser les efforts de justice et de responsabilisation.
 - Nommer un Envoyé spécial des Nations Unies pour le Cameroun ou un Rapporteur spécial pour les droits de l'homme au Cameroun pour enquêter les atrocités de masse et faire progresser la justice et la responsabilisation au Cameroun.
- Privilégier les actions visant à protéger et soutenir les personnes déplacées par la crise.
- Augmenter le soutien aux organisations locales de la société civile (CSO) et à d'autres acteurs qui font progresser la question de la prévention des atrocités au Cameroun.⁶⁹
 - Fournir à ces acteurs une aide financière et la protection nécessaire, le cas échéant, compte tenu que les CSO au Cameroun ont été menacées et intimidées lorsqu'elles faisaient leur travail.⁷⁰
- Intégrer la prévention des atrocités dans le programme de développement.
 - Encourager des entités, comme le Programme de développement des Nations Unies et d'autres programmes de développement gouvernementaux avec des opérations actives au Cameroun, à analyser les effets de leur travail sur la dynamique actuelle des atrocités et leur capacité à influencer les acteurs du conflit à mettre fin aux atrocités de masse.

Pour le gouvernement des États-Unis:

- Formuler une stratégie claire pour la prévention des atrocités basée sur une analyse et un plan complets.
 - Mener une évaluation interne complète des risques de conflits et d'atrocités au Cameroun afin d'éclairer le développement d'une nouvelle stratégie pour la prévention des atrocités pour le pays.⁷¹
 - Effectuer la planification de scénarios, notamment pour la transition finale du pouvoir de Biya. La planification doit identifier des perspectives d'actions programmatiques et diplomatiques visant à contribuer à la prévention des atrocités dans le contexte d'une transition potentiellement perturbée.

- Analyser l'assistance en matière de sécurité au Cameroun pour s'assurer que cette assistance ne soutient pas la violence contre les civils. Conditionner le rétablissement du refus de l'assistance en matière de sécurité contre les actions visant à protéger les civils et à promouvoir la responsabilisation pour les graves violations des droits de la personne.
- Organiser la visite de hauts fonctionnaires américains au Cameroun pour démontrer au gouvernement camerounais leur engagement à prévenir les atrocités et à tenir les auteurs responsables de leurs actes de violence.
- S'assurer que la mise en œuvre des résultats du Sommet des dirigeants États-Unis - Afrique reflète l'urgence de la prévention des atrocités de masse au Cameroun.
- Protéger les civils fuyant la violence au Cameroun
 - Compte tenu de la nature continue des violences au Cameroun, les camerounais qui demandent l'asile aux États-Unis peuvent craindre à juste titre la persécution ou la violence s'ils devaient revenir. Bien que chaque demande d'asile soit analysée individuellement, en général, les actes de violence et persécution continus dans la région anglophone du Cameroun constituent une menace à la sécurité ainsi qu'un motif valable pour se réfugier aux États-Unis.⁷²
 - Prolonger le Statut de protection temporaire accordé par le gouvernement américain pour le Cameroun après son expiration en décembre 2023, si les risques subsistent au Cameroun.⁷³
 - Explorer d'autres méthodes pour protéger les personnes fuyant les violences dans le cadre d'un plan plus vaste pour la prévention et la réponse aux atrocités.

NOTES DE FIN

¹ Les références à la « crise anglophone » et à « la crise des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun » sont utilisées de façon interchangeable pour désigner le conflit dans les Régions du Nord-Ouest / Sud-Ouest du Cameroun.

² « Le Cameroun », Early Warning Project, US Holocaust Memorial Museum, <https://earlywarningproject.ushmm.org/countries/cameroon>. Early Warning Project représente une initiative conjointe du Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide du US Holocaust Memorial Museum et du Dickey Center for International Understanding at Dartmouth College; Le Early Warning Project met l'accent sur le risque de nouvelles exterminations massives—un sous-ensemble des atrocités de masse—afin de contribuer à combler une lacune analytique qui est essentielle à la prévention. Le projet définit une extermination massive comme ayant eu lieu lorsque les actions délibérées des groupes armés—incluant, sans s'y limiter, les forces de sécurité nationales, les armées rebelles et d'autres milices—entraînent le décès d'au moins 1 000 civils non combattants qui sont ciblés dans le cadre d'un groupe particulier, sur une période d'un an ou moins. Le dernier examen des exterminations massives potentielles effectué par Early Warning Project n'a pas identifié de preuves suffisantes que les actes de violence commis au Cameroun répondaient à ces critères. Nous revenons sur ces jugements chaque année. Cette évaluation ne constitue qu'un outil qui sert de point de départ aux discussions et recherches ultérieures, et non une conclusion définitive sur les risques. Compte tenu de la violence continue contre les civils au Cameroun, une analyse plus profonde de la possible escalade est certainement nécessaire.

³ Les conflits armés et l'instabilité dans l'extrême nord entre Boko Haram et l'État dépassent du cadre de cet exposé.

⁴ « Cameroon », International Crisis Group, consulté le 18 janvier 2023, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon>; « Cameroon Situation Report », le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le 30 décembre 2022, <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/>.

⁵ « Risk of Mass Atrocities in Cameroon », US Holocaust Memorial Museum, juin 2020, https://www.ushmm.org/m/pdfs/Cameroon_Policy_Brief_June_2020_English.pdf.

⁶ Après la Première Guerre Mondiale, les puissances coloniales de la France et du Royaume-Uni administraient l'ancienne colonie allemande Kamerun en tant que territoires sous mandat et ensuite en tant qu'administration conjointe, ce qui a conduit au développement de régions francophones et anglophones distinctes sur le plan politique et culturel. Pour avoir une description plus détaillée de la crise, veuillez consulter « Risk of Mass Atrocities in Cameroon », 1-2.

⁷ Roxana Willis et al., « Human Rights Abuses in the Cameroon Anglophone Crisis: A Submission of Evidence to the UK Parliament », La faculté de droit de l'Université d'Oxford, 2019, 7-8, https://www.rightofassembly.info/assets/downloads/Cameroon_Anglophone_Crisis_Report.pdf.

⁸ Veuillez consulter « Cameroon's Anglophone Crisis at the Crossroads », International Crisis Group, le 2 août 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads>.

⁹ « Cameroon Teachers, Lawyers Strike in Battle for English », *Al Jazeera*, le 5 décembre 2016, <https://www.aljazeera.com/news/2016/12/5/cameroon-teachers-lawyers-strike-in-battle-for-english>.

¹⁰ « Cameroon », le Centre mondial pour la responsabilité de protéger, le 28 février 2023, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/>.

¹¹ « Cameroon Situation Report », le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le 7 décembre 2022, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-situation-report-7-december-2022>.

¹² « Cameroon: Events of 2021 » Human Rights Watch (Observatoire des droits de l'homme), 2022, <https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/cameroon>.

¹³ « Human Rights Report between October 2021 and March 2022 », le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique, le 9 décembre 2022, <https://www.chrda.org/human-rights-report-between-october-2021-and-march-2022-there-was-an-increase-in-human-rights-violations-and-abuses-by-the-state-defense-and-security-forces-and-non-state-armed-groups-in-cameroon/>; « Cameroon: Events of 2021 »; « Cameroon 2021 », Amnesty International, 2022, <https://www.amnesty.org/en/location/africa/west-and-central-africa/cameroon/report-cameroon/>; « Cameroon's Unfolding Catastrophe » 26-33; Willis et al., « Human Rights Abuses in the Cameroon Anglophone Crisis ».

¹⁴ « Regional Overview: Africa, January 2023 », Armed Conflict Location and Event Data Project, le 1er février 2023, <https://acleddata.com/2023/02/03/regional-overview-africa-january-2023/>.

¹⁵ « Cameroon: Armed Separatists' Attack on Education », Human Rights Watch, le 15 décembre 2021, <https://www.hrw.org/news/2021/12/15/cameroon-armed-separatists-attack-education>; « Spiral of Violence Shuts Schools in Cameroon's Anglophone Region », *Al Jazeera*, le 11 décembre 2021, <https://www.aljazeera.com/features/2021/12/11/spiral-of-violence-shuts-schools-in-camerouns-anglophone-region>.

- ¹⁶ Lizzy Davies, « 'They Punished Me for Having Books': Schools in Cameroon Terrorised by Armed Groups », *The Guardian*, le 16 décembre 2021, <https://www.theguardian.com/global-development/2021/dec/16/they-punished-me-for-having-books-schools-in-cameroon-terrorised-by-armed-groups>; « Cameroon - The education crisis in the Northwest and Southwest regions », ACAPS, le 19 février 2021, <https://reliefweb.int/report/cameroon/acaps-thematic-report-cameroon-education-crisis-northwest-and-southwest-regions-19>.
- ¹⁷ « Cameroon Humanitarian Situation Report No. 4: 1 January to 31 December 2022 », UNICEF, le 2 février 2023, <https://reliefweb.int/report/cameroon/unicef-cameroon-humanitarian-situation-report-no-4-1-january-31-december-2022-2-february-2023>.
- ¹⁸ « Cameroon », le Centre mondial pour la responsabilité de protéger; Moki Edwin Kindzeka, « After Cameroon Government Ban from Western Regions, MSF Says Thousands Lack Healthcare », *Voice of America*, le 23 juin 2021, https://www.voanews.com/a/africa_after-cameroon-government-ban-western-regions-msf-says-thousands-lack-healthcare/6207370.html.
- ¹⁹ « Cameroon Situation Report », le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le 5 août 2021, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-situation-report-5-aug-2021>; « European Parliament Resolution of 25 November 2021 on the Human Rights Situation in Cameroon », le Parlement européen, 2021/2983(RSP), le 25 novembre 2021, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0483_EN.html. La résolution du Parlement européen souligne « au cours des cinq premiers mois de 2021, les séparatistes armés ont mené au moins 27 attaques avec des engins explosifs artisanaux dans 13 villes, plus que dans toutes les années précédentes de la crise combinées. »
- ²⁰ Jess Craig, « Sexual Violence Pervasive in Cameroon's Anglophone Regions », *Al Jazeera*, le 29 avril 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/4/29/gender-based-violence-pervasive-in-cameroons-anglophone-regions>.
- ²¹ Les experts interrogés par le Simon-Skjoldt Center ont affirmé que les personnes associées au mouvement séparatiste pourraient profiter d'une « économie de guerre » dans une région où il n'y a que peu d'autres possibilités économiques, et que certaines personnes du gouvernement camerounais pourraient être encouragées à ne pas mettre fin à la crise si on transmet le message malhonnête qu'une forte réponse militaire pourrait être nécessaire pour faire face à la violence.
- ²² En 2019, le International Crisis Group estimait entre 2 000 et 4 000 combattants séparatistes armés répartis entre sept milices armées et environ 20 groupes armés plus petits (« Cameroon's Anglophone Crisis: How to Get to Talks? » International Crisis Group, le 3 mai 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers>). Veuillez consulter également Tomás F. Husted, « Cameroon: Key Issues and U.S. Policy », Congressional Research Service, le 22 septembre 2021, 6, <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R46919/2>.
- ²³ R. Maxwell Bone, « Cameroon's Forgotten Civil War Is Getting Worse », *Foreign Policy*, le 2 décembre 2021, <https://foreignpolicy.com/2021/12/02/cameroon-civil-war-worse-nigeria-ambazonia-anglophone-crisis/>.
- ²⁴ Bone, « Cameroon's Forgotten Civil War Is Getting Worse ».
- ²⁵ Bone, « Cameroon's Forgotten Civil War Is Getting Worse ».
- ²⁶ Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon Separatists Infiltrate Town, Abduct Youths », *Voice of America*, le 7 septembre 2022, <https://www.voanews.com/a/cameroon-separatists-infiltrate-town-abduct-youths/6734751.html>; Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon Says Separatists Disguised as Military Kill, Loot », *Voice of America*, le 15 juillet 2021, https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-says-separatists-disguised-military-kill-loot/6208288.html. Le International Crisis Group a signalé que le conflit s'était étendu dans les régions francophones du Cameroun à la mi-2018 (« Cameroon's Anglophone Crisis: How to Get to Talks? » International Crisis Group, le 3 mai 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers>).
- ²⁷ « Cameroon: Civilians Massacred in Separatist Area, » Human Rights Watch, le 28 octobre 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/02/25/cameroon-civilians-massacred-separatist-area>; Jess Craig, « How an 'execution-style' massacre unfolded in Cameroon », *The New Humanitarian*, le 3 mars 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/03/03/Cameroon-Ambazonia-Ngarbuh-massacre>.
- ²⁸ « Cameroon: Civilians Massacred in Separatist Area. »
- ²⁹ Mathieu Olivier, « Cameroon: After 40 Years as President, What's Life in a Post-Biya Era? » *The Africa Report*, le 28 février 2022, <https://www.theafricareport.com/173211/cameroon-after-40-years-as-president-whats-life-in-a-post-biya-era/>.
- ³⁰ Husted, « Cameroon: Key Issues and U.S. Policy », 1.
- ³¹ Husted, « Cameroon: Key Issues and U.S. Policy », 14. Ryan Browne and Jennifer Hansler, « US to cut aid to Cameroon due to alleged human rights violations », *CNN*, le 7 février 2019, <https://www.cnn.com/2019/02/06/politics/cameroon-security-assistance/index.html>.
- ³² Selon le Département d'État américain, l'assistance en matière de sécurité fournie par les États-Unis au Cameroun serait favorable aux efforts antiterroristes, à la sécurité maritime et à la stabilité régionale, entre autres domaines, (« U.S. Relations With Cameroon », le Département d'État américain, le 7 novembre 2022, <https://www.state.gov/u-s-relations->

with-
[cameroon/#:~:text=U.S.%20security%20assistance%20strengthens%20Cameroon's,promotes%20respect%20for%20human%20rights](#)).

³³ « President Trump Terminates Trade Preference Program Eligibility for Cameroon », Représentant américain au commerce, le 31 octobre 2019, <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2019/october/president-trump-terminates-trade>; « Message to the Congress », National Archives and Records Administration, le 31 octobre 2019, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/message-to-the-congress/>; Antony Blinken, « Announcement of Visa Restrictions on Those Undermining the Peaceful Resolution of the Crisis in the Anglophone Regions of Cameroon - United States Department of State », le Département d'État américain, le 7 juin 2021, <https://www.state.gov/announcement-of-visa-restrictions-on-those-undermining-the-peaceful-resolution-of-the-crisis-in-the-anglophone-regions-of-cameroon/>.

³⁴ Le Congrès américain, le Sénat, *A resolution calling on the Government of Cameroon and separatist armed groups from the English-speaking Northwest and Southwest regions to end all violence, respect the human rights of all Cameroonians, and pursue a genuinely inclusive dialogue toward resolving the ongoing civil conflict in Anglophone Cameroon*, S. Rés. 684, 116e Cong., 2e sess., présentée au Sénat le 8 septembre 2020, <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/senate-resolution/684/text?r=2&s=3>; Le Congrès américain, la Chambre, *Calling on the Government of Cameroon and armed groups to respect the human rights of all Cameroonian citizens, to end all violence, and to pursue a broad-based dialogue without preconditions to resolve the conflict in the Northwest and Southwest regions*, H. Rés. 358, 116e Cong., 1ère sess., présentée à la Chambre le 7 mai 2019, <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-resolution/358/text>.

³⁵ « Deputy Secretary of State Sherman's Meeting with Cameroonian Foreign Minister Lejeune Mbella Mbella », le Département d'État américain, le 18 décembre 2022, <https://www.state.gov/deputy-secretary-of-state-shermans-meeting-with-cameroonian-foreign-minister-lejeune-mbella-mbella/>.

³⁶ « Anglophone Crisis: Government finally rejects Swiss mediation, hangs on military option », *Mimi Mefo Info*, le 15 septembre 2022, <https://mimimefoinfos.com/anglophone-crisis-government-finally-rejects-swiss-mediation-hangs-on-military-option/>; « Swiss facilitation process in Cameroon », le Département fédéral des affaires étrangères, le 27 juin 2019, <https://www.admin.ch/gov/en/start/documentation/media-releases.msg-id-75621.html>.

³⁷ « Statement on peace process in Cameroon », le Gouvernement du Canada, le 20 janvier 2023, <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2023/01/statement-on-peace-process-in-cameroon.html>; « Canada Initiative Offers Opportunity for Cameroon Peace Process », International Crisis Group, le 9 février 2023, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/canada-initiative-offers-opportunity-cameroon-peace-process>.

³⁸ « Canada Initiative Offers Opportunity for Cameroon Peace Process. »

³⁹ « Motion for a Resolution on the Human Rights Situation in Cameroon, 2021/2983(RSP) », le Parlement européen, le 23 novembre 2022, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2021-0573_EN.html; « Council Conclusions on Cameroon », le Conseil de l'Union européenne, 7416/22, le 21 mars 2022,

<https://www.consilium.europa.eu/media/54917/st07416-en22.pdf>; « European Parliament Resolution of 25 November 2021 on the Human Rights Situation in Cameroon », le Parlement européen, 2021/2983(RSP), le 25 novembre 2021, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0483_EN.html; « European Parliament resolution of 18 April 2019 on Cameroon », le Parlement européen, 2019/2691(RSP), le 18 avril 2019, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0423_EN.html; « EU-Central Africa (Cameroon) Economic Partnership Agreement », octobre 2020, https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/october/tradoc_158984.pdf.

⁴⁰ « AU Expresses Concern on the Situation in Cameroon », l'Union africaine, le 18 janvier 2017, <https://au.int/en/pressreleases/20170118-0>.

⁴¹ « Readout of the Visit of the Chairperson of the African Union Commission to Cameroon », l'Union africaine, le 16 juillet 2018, <https://au.int/en/pressreleases/20180716/readout-visit-chairperson-african-union-commission-cameroon>; « The Chairperson of the African Union Commission Welcomes the Initiative to Bring Peace to Cameroon », l'Union africaine, le 27 juillet 2019, <https://au.int/en/pressreleases/20190727/chairperson-african-union-commission-welcomes-initiative-bring-peace-cameroon>. Le président de la Commission de l'Union africaine a visité également le Cameroun en novembre 2019 dans le cadre d'une délégation tripartite. « Joint Final Declaration of the Tripartite Visit of the Chairperson of the AU Commission and the Secretaries General of the OIF and the Commonwealth », l'Union africaine, le 28 novembre 2019, <https://au.int/en/pressreleases/20191128/joint-final-declaration-tripartite-visit-chairperson-au-commission-and>.

⁴² « Decision on the Report on the Activities of the Peace and Security Council (PSC) and the State of Peace and Security in Africa », l'Union africaine, Assemblée/AU/Dec. 815 (XXXV), les 5 et 6 février 2022, https://au.int/sites/default/files/decisions/41583-Assembly_AU_Dec_813-838_XXXV_E.pdf; « Decision on the Report of the Peace and Security Council on its Activities and the State of Peace and Security in Africa », l'Union africaine,

Assemblée/AU/Dec. 753 (XXXIII), les 9 et 10 février 2020, https://au.int/sites/default/files/decisions/38180-assembly_au_dec_749-795_xxxiii_e.pdf.

⁴³ « 511 Resolution on the Continuing Violation of Human Rights Situation in the Republic of Cameroon », la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ACHPR/Res. 511, le 5 décembre 2021, <https://www.achpr.org/sessions/resolutions?id=543>; « 442 Resolution on the Deterioration of the Human Rights Situation in Cameroon during the Covid-19 Period », la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ACHPR/Res. 442, le 7 août 2020, <https://www.achpr.org/sessions/resolutions?id=473>; « Press Statement on Letter of Concern Issued on the Human Rights Issues Arising from the Violent Crisis in the Republic of Cameroon », la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, le 1er novembre 2019, <https://www.achpr.org/pressrelease/detail?id=457>.

⁴⁴ « France/Cameroon: Macron to meet Biya amid human rights violations and increased repression », Human Rights Watch, le 22 juillet 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/07/22/france/cameroon-macron-meet-biya-amid-human-rights-violations-and-increased>.

⁴⁵ Par exemple, en février 2020, les Représentants spéciaux des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, les violences sexuelles dans les conflits, les violences contre les enfants et la prévention des génocides ont publié une déclaration commune déplorant la fréquence des rapports sur les violations des droits de la personne commises contre les civils et appelant au renforcement de la protection des civils dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun (« UN Officials Call for Enhanced Protection of Civilians Facing Escalating Violence in Cameroon », ONU, le 21 février 2020,

https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/LiveRecovery%20save%20of%20UN%20Joint%20Statement%20Cameroon_20200221_ENG..pdf). Veuillez consulter également Ravina Shamdasani, « Press Briefing Notes on Cameroon », OHCHR, le 27 octobre 2020, <https://www.ohchr.org/en/press-briefing-notes/2020/10/press-briefing-notes-cameroon>; Zeid Ra'ad Al Hussein, « High Commissioner's Global Update of Human Rights Concerns », OHCHR, le 7 mars 2018, <https://www.ohchr.org/en/statements/2018/03/high-commissioners-global-update-human-rights-concerns>.

⁴⁶ Emmanuel Igunza, « Top UN Adviser Calls for Cameroon Investigation », *BBC*, le 1er octobre 2018, https://www.bbc.com/news/live/world-africa-45685684?ns_mchannel=social&ns_source=twitter&ns_campaign=bbc_live&ns_linkname=5bb1cb9ffa05a40681d07d6f%26Top+UN+adviser+calls+for+Cameroon+investigation%262018-10-01T10%3A24%3A25%2B00%3A00&ns_fee=0&pinned_post_locator=urn%3Aasset%3Ae3536a09-c181-4462-986a-377e2a39f25f&pinned_post_asset_id=5bb1cb9ffa05a40681d07d6f&pinned_post_type=share.

⁴⁷ « 40th Human Rights Council Joint Statement on Cameroon », le Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme, le 21 mars 2019, <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/40th-hrc-joint-statement-cameroon.pdf>

⁴⁸ Cherith Norman Chalet, « Remarks at a UN Security Council Arria-Formula Meeting on the Humanitarian Crisis in Cameroon », ONU, le 13 mai 2019, <https://usun.usmission.gov/remarks-at-a-un-security-council-arria-formula-meeting-on-the-humanitarian-crisis-in-cameroon/>.

⁴⁹ « Consolidated table of OHCHR recommendations and responses received from Cameroon following an OHCHR technical mission to the country in September 2019 », OHCHR, novembre 2021,

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-06/Cameroon%20-%20Consolidated%20table%20November%202021.pdf>. En mars 2022, le Haut Commissaire Bachelet a réitéré ses préoccupations vis-à-vis des violences commises contre les civils au Cameroun et a appelé à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les recommandations de la mission technique. Michelle Bachelet, « Annual Report and Oral Update by the High Commissioner for Human Rights on the activities of her Office and recent human rights developments », le 7 mars 2022, <https://www.ohchr.org/en/speeches/2022/03/global-update-bachelet-urges-inclusion-combat-sharply-escalating-misery-and-fear>.

⁵⁰ « UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination issues findings on Cameroon, Estonia, Kazakhstan and Luxembourg. » le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, le 29 avril 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/04/un-committee-elimination-racial-discrimination-issues-findings-cameroon>.

⁵¹ « US Strategy Toward Sub-Saharan Africa », The White House, août 2022, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/08/U.S.-Strategy-Toward-Sub-Saharan-Africa-FINAL.pdf>.

⁵² « U.S. Relations with Cameroon », le Département d'État américain, le 7 novembre 2022, <https://www.state.gov/u-s-relations-with-cameroon/#:~:text=The%20United%20States%20and%20Cameroon%20signed%20a%20Bilateral%20Investment%20Treaty,totaling%20%24249%20million%20in%202021>.

⁵³ « US Strategy Toward Sub-Saharan Africa », 6.

⁵⁴ « Integrated Country Strategy (ICS) - Cameroon », le Département d'État américain, le 3 avril 2022, 8, https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/06/ICS_AF_Cameroon_Public.pdf.

⁵⁵ « US Strategy Toward Sub-Saharan Africa », 5.

⁵⁶ « US Strategy Toward Sub-Saharan Africa », 5; « Cameroon Signs Russian Military Deal », *Africanews*, le 21 avril 2022; <https://www.africanews.com/2022/04/21/cameroon-signs-russian-military-deal/>; R. Maxwell Bone, « China and Cameroon's Evolving Political and Military Cooperation », *The Diplomat*, le 24 octobre 2020, <https://thediplomat.com/2020/10/china-and-camerouns-evolving-political-and-military-cooperation/>.

⁵⁷ « U.S.-Africa Leaders Summit », le Département d'État, consulté le 6 janvier 2023, <https://www.state.gov/africasummit/>.

⁵⁸ Cet engagement a été affirmé le plus récemment dans la Stratégie de 2022 des États-Unis pour l'anticipation, la prévention et la réponse aux atrocités. « 2022 United States Strategy to Anticipate, Prevent, and Respond to Atrocities », le Département d'État américain, le 15 juillet 2022, <https://www.state.gov/2022-united-states-strategy-to-anticipate-prevent-and-respond-to-atrocities/#:~:text=Atrocity%20prevention%20saves%20lives%20and,assisting%20in%20recovery%20from%20atrocities>

⁵⁹ Franck Foute, « Cameroon: Anglophone Secessionists Split on Swiss Mediation », *The Africa Report*, le 15 juillet 2019, <https://www.theafricareport.com/15341/cameroon-english-secessionists-split-on-swiss-mediation/>.

⁶⁰ Moki Edwin Kindzeka, « Cameroon Denies Canada's Mediation with Separatists », le 24 janvier 2023, *Voice of America News*, <https://www.voanews.com/a/cameroon-denies-canada-s-mediation-with-separatists-/6931795.html>.

⁶¹ Major National Dialogue, consulté le 21 décembre 2022, <https://www.nationaldialogue.cm/>.

⁶² Husted, « Cameroon: Key Issues and U.S. Policy », 7-8.

⁶³ Comme l'explique le International Crisis Group, « Un processus de paix qui ignore les positions des femmes marginalise une source vibrante de perspectives sur le conflit, ignore les populations clés et, selon toute probabilité, ne répond pas aux formes de violence qui affectent particulièrement les femmes. D'autre part, un processus de paix inclusif stimule la participation des femmes qui aideraient à renforcer le soutien dans la société en général. » (« Rebels, Victims, Peacebuilders: Women in Cameroon's Anglophone Conflict », International Crisis Group, le 23 février 2022, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/rebels-victims-peacebuilders-women-camerouns-anglophone-conflict>.)

⁶⁴ Des centaines de personnes ont été détenues par le gouvernement à travers ce conflit. La libération des personnes détenues de façon arbitraire serait un premier pas prometteur vers la création d'un climat de confiance et paix; « Cameroon: More than a Hundred Detainees from Anglophone Regions and Opposition Party Languishing in Jail for Speaking Out », Amnesty International, le 24 janvier 2022, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/01/cameroon-more-than-a-hundred-detainees-from-anglophone/>.

⁶⁵ Des preuves scientifiques relativement solides—selon la ressource « Tools for Atrocity Prevention » de US Holocaust Museum—indiquent que, lorsqu'il existe *un soutien et une coordination à l'échelle internationale* pour l'action de médiation et *l'implémenteur* de la médiation *a une influence solide*, la médiation a plus de chances à contribuer à la prévention des atrocités de masse. Pour obtenir plus d'informations, veuillez visiter « Tools for Atrocity Prevention », Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide, <https://preventiontools.ushmm.org/mediation>.

⁶⁶ « Home - the Coalition for Dialogue and Negotiations », la Coalition pour le dialogue et les négociations, le 14 août 2022, <https://coalitionfdn.org/>.

⁶⁷ Comme le président Biya a repoussé souvent contre l'ingérence occidentale et a souligné le besoin de solutions locales, l'introduction d'un nouveau processus de médiation accueilli et organisé par des pays africains pourrait être plus efficace en amenant le président camerounais à la table de négociation. Tout comme les acteurs proches du conflit et représentant les intérêts des civils, des CSO (organisations de la société civile) impliquées dans la consolidation de la paix devraient également être incluses dans les actions de médiation de haut niveau, parce qu'elles ont une compréhension essentielle des divers groupes séparatistes et des désirs des civils.

⁶⁸ Cette recommandation reflète plusieurs facteurs que la majorité des experts en matière de sanctions ciblées considèrent comme étant associés à une plus grande efficacité des sanctions ciblées en aidant à prévenir les atrocités de masse. Parmi ces facteurs figurent (1) *l'exposition de la cible au système international*, (2) *l'engagement de l'implémenteur des sanctions*, (3) *le soutien ou la coordination à l'échelle internationale autour de la politique relative aux sanctions* et (4) *la communication claire sur la politique relative aux sanctions*. Pour plus d'informations, veuillez consulter « Using Targeted Sanctions to Help Prevent Mass Atrocities: Results from Interviews with Experienced Practitioners », Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide, janvier 2023, https://www.ushmm.org/m/pdfs/2023_Report_Using-Targeted-Sanctions-to-Help-Prevent-Mass-Atrocities.pdf.

⁶⁹ L'une des principales demandes reçues par le Simon-Skjodt Center de la part des CSO agissant au Cameroun porte sur le soutien au renforcement des capacités de sorte qu'elles puissent maximiser leur impact.

⁷⁰ Certaines organisations locales de la société civile ont obtenu des résultats encourageants dans leurs tentatives de faciliter le dialogue et le mouvement vers la paix et de répondre aux besoins des personnes touchées par le conflit (Jess Craig, « In Cameroon's Neglected Conflict, Local Peace Activists Are Making a Difference », *The New Humanitarian*, le 3 juin 2021, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2021/6/1/peace-activists-in-cameroon-try-to-end-a-brutal-war>). Un expert inclus dans notre recherche a partagé le fait qu'une organisation locale de la société civile a réussi à

mobiliser deux fervents promoteurs de la violence, en soulignant les effets dangereux de leurs actions sur leur communauté et en les convaincant à privilégier plutôt le dialogue pacifique. Un autre groupe de femmes a tenté d'entamer des discussions sur la consolidation de la paix, mais elles ont subi une réaction hostile de la part des groupes rebelles ainsi que des leaders gouvernementaux.

⁷¹ La Stratégie des États-Unis pour l'anticipation, la prévention et la réponse aux atrocités fait appel au Groupe de travail sur la prévention des atrocités pour mener des évaluations sur les risques d'atrocités, et a mis à jour et publié un Cadre pour l'évaluation du risque d'atrocités afin d'orienter ces démarches.

« 2022 United States Strategy to Anticipate, Prevent, and Respond to Atrocities », le Département d'État américain, le 15 juillet 2022, <https://www.state.gov/2022-united-states-strategy-to-anticipate-prevent-and-respond-to-atrocities/#:~:text=Atrocity%20prevention%20saves%20lives%20and,assisting%20in%20recovery%20from%20atrocities> ; « U.S. Atrocity Risk Assessment Framework », le Département d'État américain, le 21 décembre 2022, <https://www.state.gov/u-s-atrocity-risk-assessment-framework/>.

⁷² Il est fait état des refus d'asile aux États-Unis pour les camerounais qui ont fait l'objet de la détention, du viol, de la torture et d'autres mauvais traitements lors de leur retour au Cameroun. (« 'How Can You Throw Us Back?' » Human Rights Watch, le 22 août 2022, <https://www.hrw.org/report/2022/02/10/how-can-you-throw-us-back/asylum-seekers-abused-us-and-deported-harm-cameroon>).

⁷³ « Temporary Protected Status Designated Country: Cameroon », US Citizenship and Immigration Services (les Services de citoyenneté et d'immigration des États-Unis), consulté le 21 décembre 2022, <https://www.uscis.gov/humanitarian/temporary-protected-status/temporary-protected-status-designated-country-cameroon>; « Secretary Mayorkas Designates Cameroon for Temporary Protected Status for 18 Months », US Citizenship and Immigration Services (Services de citoyenneté et d'immigration des États-Unis), le 15 avril 2022, <https://www.uscis.gov/newsroom/news-releases/secretary-mayorkas-designates-cameroon-for-temporary-protected-status-for-18-months#:~:text=This%20marks%20the%20first%20time,States%20since%20April%2014%2C%202022>.

Un mémorial vivant consacré à l'Holocauste, le
UNITED STATES HOLOCAUST MEMORIAL MUSEUM
inspire les citoyens et les leaders du monde entier à affronter la haine,
à prévenir les génocides et à promouvoir la dignité humaine.
Ses programmes éducatifs de grande envergure et
son impact mondial sont rendus possibles par des donateurs généreux.



ushmm.org/connect

UNITED STATES
HOLOCAUST
MEMORIAL
MUSEUM

**SIMON-SKJODT CENTER
FOR THE PREVENTION OF GENOCIDE**

100 Raoul Wallenberg Place, SW Washington, DC 20024-2126 ushmm.org